Conseil d'Etat - Raad van State
LEGISLATION - - WETGEVING
L.278/1
29 MARS 1949
Transmis à M. coordination
Overgemaakt aan de H.

C.E. - R.S.
Entrée Binnen
30 MARS 1949
N° .....
COORD.

ROYAUME DE BELGIQUE

KONINKRIJK BELGIE

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre de l'Administration générale et des Pensions le 25 mars 1949 d'une demande d'avis urgent sur un projet de loi portant majoration des pensions de retraite et de survie, a donné en sa séance du 28 mars 1949 l'avis suivant:

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 25 Maart 1949, verzocht door de Minister van het Algemeen Bestuur en der Pensioenen, hem dringend van advies te dienen over een ontwerp van wet houdende verhoging van de rust- en overlevingspensioenen, heeft ter zitting van 28 Maart 1949 het volgend advies gegeven:

En vertu de l'article 8 de la loi du 21 juillet 1844 sur les pensions civiles et ecclésiastiques, les pensions de retraite sont calculées sur base des traitements touchés durant les cinq dernières années.

Depuis lors, toutes les dispositions légales relatives à la pension de retraite et de survie ont appliqué ce mode de calcul (voir les lois sur les pensions militaires coordonnées par arrêté royal du 11 août 1923, article 27 c; la loi du 10 juin 1937 relative aux pensions et à la mise en disponibilité des membres du personnel enseignant des écoles adoptées et adoptables ainsi que des écoles normales libres agréées, article 4; l'arrêté royal n°254 du 12 mars 1936 unifiant le régime des pensions des veuves et des orphelins du personnel civil de l'Etat et du personnel assimilé, article 7 et suivants; la loi du 18 mai 1912 sur les pensions du personnel enseignant, article 3; la loi du 25 mars 1937 relative à la pension des gouverneurs de province et des commissaires d'arrondissement; la loi du 25 juillet 1876 relative à la mise à la retraite des magistrats, article 9; la loi du 30 juillet 1879, relative à l'éméritat pour les professeurs de l'enseignement supérieur , article 3; l'arrêté royal du 1er juillet 1937 portant modification aux statuts de la Caisse des ouvriers du département des Postes, Télégraphes et Téléphones).

A ces dispositions , il a été dérogé par l'article 2, § 3 de l'arrêté-loi du 29 octobre 1946, qui dispose :

"Le montant nominal des pensions dans lesquelles interviennent des traitements fixés par les nouveaux barèmes mis en vigueur à partir du 1er janvier 1946, est établi sur la base des traitements réellement touchés, abstraction faite du coefficient d'adaptation aux conditions d'existence ainsi que des allocations de foyer et de résidence."

Il résulte donc du système actuel en vigueur que le montant nominal des pensions est donc calculé sur base des traitements organiques au taux de 100 p.c. c'est à dire sur base des traitements non péréquatés.

L'article 2, § 3 de l'arrêté-loi susdit ne pourra plus s'appliquer dès que le statut pécuniaire s'écarte d'un régime de valeurs relatives et instaure un régime où les barèmes sont exprimés en unités monétaires et non plus en unités de tension.

L'exposé des motifs, précédant le projet soumis, affirme que "la transposition dans le domaine des pensions du nouveau régime de rémunérations applicable à partir du 1er juillet 1948 nécessite une mise au point des dispositions légales en vigueur régissant le mode de liquidation des pensions de retraite et de survie."

Le nouveau statut pécuniaire du personnel rétribué par l'Etat, auquel le Gouvernement fait allusion, n'est pas encore légalement instauré. L'arrêté du Régent du 20 juin 1946, portant statut pécuniaire de ce personnel est toujours en vigueur.

Jusqu'à présent aucune difficulté juridique ne se pose dans l'application de l'arrêté-loi du 29 octobre 1946.

Il en serait différemment si le Gouvernement instituait un statut nouveau rétroagissant à la date du 1er juillet 1948. Ce nouveau statut devrait être édicté pour qu'il soit possible de donner un avis sur la concordance du projet de loi avec les nouvelles dispositions réglementaires.

*

* *

Sous réserve de ces observations, l'article 1er soulève les remarques suivantes :

Il établit la règle provisoire selon laquelle le montant nominal des pensions de retraite et de survie qu'il y a lieu d'accorder, à partir du 1er juillet 1948, est calculé sur base des traitements organiques (100 p.c.) tels qu'ils figurent notamment dans le statut pécuniaire du 20 juin 1946.

Cette règle semble toufefois présenter une lacune.

L'article ler est modifié pour rendre plus exactement l'intention du Gouvernement.

*
* *

A l'article 2, le Conseil d'Etat est d'avis que la référence générale "aux dispositions en vigueur" est suffisante.

Ces dispositions sont les suivantes :

Loi du 27 décembre 1933 apportant diverses modifications aux lois sur les pensions à charge du Trésor public, sur les pensions à charge des caisses de prévoyance et à la loi du 25 avril 1933, relative à la pension du personnel communal.

Arrêté-loi du 28 décembre 1944 portant majoration des pensions de retraite et de survie.

Arrêté-loi du 27 novembre 1945 accordant une subvention temporaire aux titulaires de pensions de retraite et de survie.

Arrêté-loi du 29 octobre 1946 majorant les pensions de retraite et de survie.

Loi du 18 août 1948 accordant une indemnité d'attente à certains titulaires de pensions de retraite et de survie.

*
* *

Le Conseil d'Etat propose en outre quelques modifications de forme reprises au texte ci-après.

PROJET DE LOI PORTANT MAJORATION DES PENSIONS DE RETRAITE ET DE SURVIE A CHARGE DU TRESOR PUBLIC ET DE LA CAISSE DES OUVRIERS DU DEPARTEMENT DES POSTES, TELEGRAPHES ET TELEPHONES.

CHARLES, Prince de Belgique,
Régent du Royaume,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Sur la proposition du Ministre de l'Administration générale et des Pensions,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

Le Ministre de l'Administration générale et des Pensions est chargé de présenter en Notre nom, aux Chambres législatives, le projet de loi dont la teneur suit :

Article 1er -

A titre provisoire, le montant des pensions de retraite et de survie à charge du Trésor public et de la Caisse des ouvriers du département des Postes, Télégraphes et Téléphones, prenant cours après le 1er juillet 1948, est calculé sur les traitements dont les intéressés auraient joui avant le 1er juillet 1948.

Article 2 -

Le montant global mensuel des pensions, y compris les majorations et indemnités prévues par les dispositions en vigueur est majoré de 5 p.c.

Article 3 -

L'article 2, § 3, 2°, de l'arrêté royal du 31 mai 1933, portant réduction des pensions à charge de l'Etat, est remplacé par la disposition suivante :

"2° les pensions attribuées par application du titre II des lois sur les pensions militaires coordonnées par arrêté royal du 11 août 1923 et celles accordées par application des lois sur les pensions de réparation coordonnées par arrêté royal du 5 octobre 1948."

Article 4 -

Les pensions sont soumises à un régime de mobilité en rapport avec l'index moyen des prix de détail du Royaume. Les arrérages mensuels, établis conformément aux dispositions qui précèdent, sont majorés ou réduits de 5 p.c. par tranche de 20 points de hausse ou de baisse de cet index.

La première majoration de 5 p.c. est accordée quand l'index atteint 410; la première réduction de 5 p.c. est opérée quand il descend au-dessous de 351.

Les variations sont établies mensuellement par référence à l'index du pénultième mois.

Article 5 -

Les dispositions de la présente loi sont applicables aux agents en disponibilité dont le traitement d'attente est égal au chiffre de la pension de retraite.

Article 6 -

Pour toutes les opérations découlant des dispositions qui précèdent, les fractions de francs sont négligées.

Article 7 -

La présente loi sort ses effets à dater du 1er juillet 1948.

Donné à , le

PAR LE REGENT :

Le Ministre de l'Administration générale et des Pensions,

Krachtens artikel 8 van de wet van 21 Juli 1844 op de burgerlijke en kerkelijke pensioenen, worden de rustpensioenen berekend op grond van de tijdens de laatste vijf jaar ontvangen wedden.

Sindsdien werd in alle wetsbepalingen met betrekking op de rust- en overlevingspensionen dezelfde wijze van berekening toegepast. (cfr. de wetten op de militaire pensionen, samengeordend bij koninklijk besluit van 11 Augustus 1923, artikel 27 c; de wet van 10 Juni 1937 in zake de pensioenen en de terbeschikkingstelling van de leden van het onderwijzend personeel der aangenomen en aanneembare scholen zomede van de erkende vrije normaalscholen, artikel 4; het koninklijk besluit nr 254 van 12 Maart 1936 waarbij eenheid wordt gebracht in het regime van de pensioenen der weduwen en wezen van het burgerlijk Staatspersoneel en het daarmede gelijkgesteld personeel, artikel 7 en volgende; de wet van 18 Mei 1912 op de pensioenen van het onderwijzend personeel, artikel 3; de wet van 25 Maart 1937 betreffende het pensioen van de provinciegouverneurs en de arrondissementscommissarissen; de wet van 25 Juli 1876 betreffende het inruststellen van de magistraten, artikel 9; de wet van 30 Juli 1879 betreffende het emeritaat van de professoren van het hoger onderwijs, artikel 3; het koninklijk besluit van 1 Juli 1937 tot wijziging van de statuten van de Werkliedenkas van het Departement van Posterijen, Telegrafie en Telefonie).

Van die bepalingen is afgeweken door artikel 2, § 3 van de besluitwet van 29 October 1946, dat bepaalt:

" Het nominaal bedrag van de pensioenen in welker berekening er wedden voorkomen die door de van 1 Januari 1946 af vigerende nieuwe loonschalen vastgesteld zijn wordt gevestigd op grondslag van de werkelijk geïnde wedden, afgezien van de coëfficient van aanpassing aan de bestaansvoorwaarden alsmede van het haardgeld en de standplaatstoelage".

.../...

Uit het thans van kracht zijnde stelsel blijkt dus, dat het nominaal bedrag van de pensioenen berekend wordt op grond van de organieke wedden tegen 100 t.h. dit wil zeggen op grond van de niet aangepaste wedden.

Artikel 2, § 3 van de bovengenoemde besluitwet kan niet langer worden toegepast zodra het geldelijk statuut zich niet meer houdt aan een regime van betrekkelijke waarden, en een regime instelt, waarin de weddeschalen in munteenheden in plaats van in eenheden van spanning worden uitgedrukt.

De memorie van toelichting, die aan het voorgelegde ontwerp voorafgaat, bevestigt dat " de overbrenging naar het gebied der pensioenen van het met ingang van 1 Juli 1948 van toepassing zijnde nieuw bezoldigingenstelsel, een bijwerking nodig maakt van de vigerende wetsbepalingen die de vereffeningswijze beheersen voor de rust- en overlevingspensioenen".

Het nieuw geldelijk statuut van het door de Staat bezoldigd personeel, waarop de Regering zinspeelt, is nog niet wettelijk ingesteld. Het besluit van de Regent van 20 Juni 1946, houdende het geldelijk statuut van dat personeel, is nog steeds van kracht.

Tot nu toe doet zich in de toepassing van de besluitwet van 29 October 1946 geen enkele juridische moeilijkheid voor.

Anders ware het, indien de Regering een nieuw statuut instelde, dat terugwerkende kracht zou hebben op 1 Juli 1948. Dit nieuwe statuut zou uitgevaardigd moeten zijn om een advies omtrent de overeenstemming tussen het ontwerp van wet en de nieuwe reglementsbepalingen mogelijk te maken.

*

* *

Onder voorbehoud van de voorgaande opmerkingen, valt bij artikel 1 het volgende aan te tekenen:

Het artikel neemt als voorlopige regel aan dat het nominaal bedrag van de rust- en overlevingspensioenen, die met ingang van 1 Juli 1948 dienen te worden aangepast, berekend wordt op grond van de organieke wedden (100 t.h.) zoals zij namelijk voorkomen in het geldelijk statuut van 20 Juni 1946.

Die regel schijnt evenwel een leemte te vertonen.

Artikel 1 werd gewijzigd teneinde het inzicht van de Regering nauwkeuriger weer te geven.

*

* *

Aangaande artikel 2 is de Raad van State de mening toegedaan dat de verwijzing "bij de vigerende bepalingen" voldoende is.

Die bepalingen zijn de volgende :

Wet van 27 December 1933 waarbij verschillende wijzigingen worden aangebracht op de pensioenen ten laste van 's Rijks Schatkist, op de pensioenen ten laste van de voorzorgskassen en aan de wet van 25 April 1933 op het pensioen van het gemeentepersoneel.

Besluitwet van 28 December 1944 houdende verhoging van de rust- en overlevingspensioenen.

Besluitwet van 27 November 1945 houdende toekenning van een tijdelijke toeslag aan de gerechtigden op rust- en overlevingspensioenen.

Besluitwet van 29 October 1946 houdende verhoging van de rust- en overlevingspensioenen.

Wet van 18 Augustus 1948 houdende toekenning van een wachtvergoeding aan sommige gerechtigden op rust- en overlevingspensioenen.

*

* *

De Raad van State stelt nog enkele andere wijzigingen voor, die de vorm betreffen en in de onderstaande tekst zijn aangebracht.

ONTWERP VAN WET HOUDENDE VERHOGING VAN DE RUST- EN OVERLEVINGS-PENSIOENEN TEN BEZWARE VAN DE SCHATKIST EN VAN DE WERKLIEDENKAS VAN HET DEPARTEMENT VAN POSTERIJEN, TELEGRAPHIE en TELEFONIE.

KAREL, Prins van België,
Regent van het Koninkrijk,
Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, HEIL.

Op de voordracht van de Minister van het Algemeen Bestuur en der Pensioenen,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

De Minister van het Algemeen Bestuur en der Pensioenen is gelast in Onze Naam bij de Wetgevende Kamers het ontwerp van wet in te dienen, waarvan de tekst volgt :

Artikel 1.-

Voorlopig wordt het bedrag van de rust- en overlevingspensioenen ten bezware van de Schatkist en van de Werkliedenkas van het Departement van Posterijen, Telegraphie en Telefonie, die een aanvang nemen na 1 Juli 1948, berekend op de wedden die de belanghebbenden vóór 1 Juli 1948 zouden genoten hebben.

Artikel 2.-

Het gezamenlijk maandelijks bedrag der pensioenen, met inbegrip van de bij de vigerende bepalingen voorziene verhogingen en vergoedingen, wordt verhoogd met 5 t.h.

Artikel 3.-

Artikel 2, § 3, 2°, van het koninklijk besluit van 31 Mei 1933 houdende vermindering van de pensioenen ten laste van de Staat, wordt door de volgende bepaling vervangen :

" 2° de pensioenen toegekend bij toepassing van titel II der wetten op de militaire pensioenen samengeordend bij koninklijk besluit van 11 Augustus 1923 en de pensioenen toegekend bij toepassing der wetten op de vergoedingspensioenen samengeordend bij koninklijk besluit van 5 October 1948 ".

.../...

Artikel 4.-

De pensioenen zijn onderworpen aan een wisselend stelsel in verhouding tot het gemiddeld indexcijfer van 's Lands kleinhandelsprijzen. De maandelijkse pensioentermijnen, vastgesteld overeenkomstig de bepalingen die voorafgaan, worden vermeerderd of verminderd met 5 t.h. per reeks van 20 punten stijging of daling van bewust indexcijfer.

De eerste vermeerdering van 5 t.h. wordt toegekend wanneer het indexcijfer 410 bereikt; de eerste vermindering van 5 t.h. wordt toegepast wanneer het beneden 351 daalt.

De schommelingen worden maandelijks vastgesteld bij verwijzing naar het indexcijfer van de voorlaatste maand.

Artikel 5.-

De bepalingen van deze wet zijn van toepassing op de ter beschikking gestelde personeelsleden wier wachtwedde gelijk is aan het cijfer van het rustpensioen.

Artikel 6.-

Voor alle verrichtingen voortvloeiend uit de bepalingen die voorafgaan, worden de breuken van een frank verwaarloosd.

Artikel 7.-

Deze wet treedt in werking met ingang van 1 Juli 1948.

Gegeven te , de

VANWEGE DE REGENT :

De Minister van het Algemeen Bestuur en der Pensioenen,

Etaient présents: Waren aanwezig:

Messieurs: J.SUETENS, président du conseil d'Etat, président
De Heren : voorzitter van de Raad van State, voorzitter

V. DEVAUX, conseillers d'Etat
M. SOMERHAUSEN, raadsheren van State

G.PIQUET, greffier adjoint, adjunct-griffier, greffier griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de

M.SUETENS, président

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van

de H. SUETENS, voorzitter

DE PRESIDENT - DE VOORZITTER,